

LA RELATION ENTRE L'EUROPE ET LE MOYEN-ORIENT

Conférence du 21 Mars 2022 par Madame Agnès Levallois

Maîtresse de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique - Chargée de cours à Sciences-Po

Avoir une vraie politique de Défense est un défi majeur pour l'Europe. Comment parler d'une seule voix ? Quelle définition donner au Moyen-Orient ? Il y en a plusieurs. On va le définir comme l'ensemble qui va de la Méditerranée à l'Iran et de la Turquie à l'Arabie saoudite. D'autres pays, acteurs dans la région, vont être évoqués.

Utilisons la carte ci-dessous, celle du Quai d'Orsay : Afrique du Nord et Moyen-Orient. On peut distinguer 3 grandes zones.



Le Maghreb :
Algérie, Tunisie,
Maroc

Le Proche-Orient : Liban,
Israël, Syrie, Jordanie,
Égypte

Le Golfe :
l'Arabie saoudite, les
émirats, Irak, Iran

La Turquie ne fait partie d'aucune de ces entités, mais elle est intégrée dans cette réflexion de la relation de l'Europe avec le Moyen -Orient.

La question israélo-palestinienne est toujours prégnante. L'Europe est investie dans ce conflit. Elle finance le fonctionnement de l'Autorité palestinienne et pourtant, elle ne joue pas de rôle politique. C'est un paradoxe, elle est un grand donateur, mais ne tire pas de bénéfice de son engagement financier : elle n'est pas un interlocuteur politique dans les négociations.

L'Europe apporte également un soutien financier aux pays du Maghreb. Par l'historique de leurs relations, par la proximité géographique, les imbrications sont fortes entre l'Europe et le Maghreb, elles sont humaines, sociales, économiques et politiques. Mais la situation évolue, l'influence de l'Europe baisse, en particulier celle de la France.

L'historique des relations

MARS 1960 Premier accord commercial signé entre la France et le Maroc

Le Maroc et la Tunisie reçoivent de l'aide économique de la France. La situation est plus difficile avec l'Algérie, la relation restant compliquée.

1973 Choc pétrolier, conflit israëlo-arabe. L'Europe comprend l'importance d'un dialogue euro-arabe et qu'elle doit composer avec les intérêts des pays arabes. Mais ses tentatives vont se heurter au conflit israëlo-palestinien, qui est un point de blocage.

1980 La déclaration de Venise acte le droit à la reconnaissance et à la sécurité pour tous les états de la région et la justice pour tous les peuples de la région, le droit d'Israël d'exister en paix et le droit à l'autodétermination des Palestiniens.

1993 Accords d'Oslo (avec Y Arafat/Y Rabin)

1995

- Accord d'association signé avec Israël. Bien que l'Europe soit active dans une coopération et de la recherche avec Israël, elle n'est jamais un acteur majeur dans les négociations en vue d'une paix, ce sont les Etats-Unis qui sont à la manœuvre.
- Accord d'union douanière avec la Turquie, qui marque la reconnaissance de la Turquie en tant que candidate à l'adhésion européenne. C'était une avance pour la Turquie. Il y avait une volonté d'adhérer. Maintenant, c'est du passé

Avec les pays du Golfe, l'Europe avait essayé en 1988 de mettre en place une coopération, mais la relation n'était pas assez nourrie.

- l'Europe se dote d'une politique globale qui comprend plusieurs volets, économique, sécuritaire, culturel. Des projets sont lancés comprenant 15 pays de l'UE et 12 pays voisins de la rive sud de la Méditerranée (l'Algérie, Chypre, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, Malte, le Maroc, la Syrie, la Tunisie, la Turquie, l'Autorité palestinienne, et, en qualité d'observateur, la Mauritanie)

Tous les pays européens, d'autre part, n'ont pas le même intérêt vis-à-vis des pays d'Afrique du Nord. L'Espagne, la France, l'Italie sont bien plus intéressés que les pays d'Europe du Nord, d'où la difficulté d'une politique de coopération unie.

De plus, d'autres acteurs émergent, régionaux, ou non-européens, qui font concurrence à l'Europe, et à la France.

Concurrence avec la Turquie également, qui sachant qu'elle n'adhérera pas à l'Europe, se tourne vers le Maghreb et le Moyen-Orient. La Chine aussi développe des partenariats au Maghreb.

Mais des obstacles comme la libre circulation se dressent. Il faut des visas, on ne peut voyager d'Israël vers un pays voisin. Les accords d'Oslo ont laissé croire qu'un règlement du conflit était possible, qu'un partenariat pouvait créer un cycle vertueux et instaurer la sécurité la prospérité dans cet espace euro-méditerranéen et apporter la paix et la sécurité. C'est un échec. Le conflit israélo-arabe n'est pas résolu. D'autres tentatives de coopération sont lancées, comme l'instauration de l'Union pour la Méditerranée, en 2008. Mais les résultats ne sont pas à la hauteur.

L'impact des mouvements de contestation

Aujourd'hui, le terrorisme et la question migratoire ont pris le dessus. Les événements de 2011 ont porté un coup au partenariat de l'Europe. Certains chefs d'états en place au temps des accords et de la coopération sont partis ou ont été déchus suite à des événements dans leur propre pays. Les conflits en Lybie et en Syrie ont un impact.

Depuis quelques années, on ne sort plus de cette situation, trop instable. La question migratoire est un moyen de chantage pour la Turquie. Les Etats-Unis se désengagent. Traumatisés par leur expérience de l'Irak, les Américains ne veulent plus envoyer de troupes au Moyen-Orient. Hormis quelques opérations ponctuelles, telles que des raids sur Daech, ils sont moins partie prenante. De plus leur dépendance vis à vis du pétrole saoudien a disparu. Cette attitude pourrait permettre à l'Europe de jouer un rôle, mais la situation reste instable.

Le rêve d'un service européen extérieur ne fonctionne pas. Il peut y avoir des tensions entre pays européens. Il y a de la désunion dans certaines actions entreprises. Des mesures ou des initiatives séparées (exemple une invitation lancée à un chef de sécurité syrien par l'Italie) peuvent même aller à l'encontre de mesures de sanctions décidées par l'Europe et nuisent à sa crédibilité.

L'Europe a des engagements financiers très forts (4 milliards par exemple pour la transition tunisienne de 2011 à 2016). Elle joue un rôle important en termes humanitaires (20 milliards pour la Syrie) ou encore 400 millions pour stabiliser d'anciennes zones de l'Etat islamique en Syrie. Pourtant, elle n'est pas partie prenante dans les rencontres et les discussions.

C'est la Russie qui a pris la main en Syrie. L'action financière et humanitaire européenne ne se traduit pas en action politique. Elle est absente des négociations, elle ne joue pas de rôle ; l'Iran aussi a pris sa place. L'Europe a remporté cependant un succès dans l'accord sur le nucléaire iranien, mais il fut remis en cause par les positions prises par D Trump. Elle fut un acteur important, mais elle n'a pas su résister aux Américains.

Aujourd'hui, l'Europe poursuit son aide humanitaire vers le sud, mais à cause des problèmes liés à l'Ukraine, la relation Europe-Moyen-Orient est en grande difficulté.

Le désengagement américain pourrait être une chance pour elle. En raison de ces échecs en Afghanistan et en Irak, les Américains ne veulent pas s'engager davantage. L'Europe a une possibilité de jouer un rôle, mais elle doit saisir sa chance.

De son côté, la Turquie est un acteur important, elle fait partie de l'OTAN, elle a des bases américaines, mais elle est aussi liée à la Russie. Ses intérêts sont partagés entre la Russie et l'OTAN. Elle a une position de recours pour l'OTAN et la Russie.

Face à des états comme la Russie, la Turquie, et l'Iran, l'Europe a une solitude stratégique. Il lui est difficile d'avoir un consensus à 27.

(Résumé M C)